Lettre de la prison de Milan

[(Le 22 mars 1971 s'est ouvert à Milan, après deux ans de prison préventive, le procès de six jeunes gens accusés de dix-huit attentats à la bombe entre 1968 et avril 1969. L'opinion publique leur est très défavorable, et les journaux ne parlent que des «anarchistes terroristes». Or ce procès est d'autant plus important qu'il annonce celui de Pietro Valpreda, inculpé des attentats meurtriers de décembre 1969, et qu'il se déroule en même temps que le procès en diffamation intenté par le commissaire Calabresi au journal «Lotta continua» qui l'accusait d'être responsable de la défenestration de l'anarchiste Pinelli (voir ANV, n° 23, p. 19).
Les six inculpés ont réussi à faire sortir une lettre de la prison de San Vittore où ils exposent leur position et qu'ils demandent de diffuser.)]

1871: Le peuple parisien s'est insurgé, il a démis tous ses exploiteurs, leurs collaborateurs et leurs laquais, il a donné une forme vivante et concrète à la conception révolutionnaire de l'autogestion, de l'autodétermination, de l'auto-émancipation!

La Commune de Paris est la première conquête grandiose des exploités, elle représente la première étape de la longue marche vers l'égalité, elle est le début de l'âge d'or de l'histoire du mouvement de libération des opprimés! La Commune de Paris est le zénith, le point de référence constant des exploités du monde entier!

À un siècle de distance, la conception révolutionnaire et le mouvement pour l'égalité ont connu un développement impétueux; le champ de bataille n'est plus limité à Paris, les exploités ont pris l'offensive dans le monde entier. [...]

La Commune et les communards revivent chaque jour, sont vengés chaque jour par l'action quotidienne des révolutionnaires conscients. Les réactionnaires de Versailles massacrèrent,

déportèrent, fusillèrent les «délinquants» au Père-Lachaise et à l'avenue Ulrich, pour qu'il ne reste aucune trace d'eux, que les conquêtes théoriques-pratiques et le témoignage de l'expérience communarde ne nous soient pas transmis; ils voulaient faire reposer sur eux la pierre tombale de l'oubli, de la nuit et du silence. Mais bien au contraire, nous, cent ans après, nous nous souvenons du Paris travailleur, pensant, combattant, ensanglanté, rayonnant de l'enthousiasme de son expérience historique; nous reconnaissons la valeur exemplaire de leur sacrifice et tenons les communards pour les vrais maîtres du prolétariat. Vive le 18 mars 1871!

La continuité naturelle, le rapprochement logique entre les luttes actuelles et la Commune de Paris doivent être évidents pour chacun; en Italie aussi (c'est d'une de ses prisons que nous écrivons) une intense lutte révolutionnaire est en cours.

Quelle est, en synthèse, la situation politico-économique de l'Italie?

Actuellement, la bourgeoisie italienne est en désaccord sur ce que devront être, dans un avenir proche, l'assise et la restructuration de l'économie et de l'État. D'un côté l'aile «gauche» de la bourgeoisie, appuyée par les industries nationalisées du type ENI-IRI, a en tête de réaliser quelques réformes superstructurelles afin de mieux rationaliser l'exploitation, des réformes allant vers un système plus avancé de production monopoliste; en bref elle veut changer en apparence quelque chose pour que tout reste comme avant; un tel but est servi par l'insertion du PC et des syndicats dans l'Establishment.

Si cela se produisait, la bourgeoisie s'assurerait la paix sociale pour assez longtemps et réaliserait un bloc de pouvoir de type social-démocrate, éliminant de facto toute opposition ouvrière et syndicale; l'Italie comme l'Allemagne serait un pays sans opposition concrète ni effective! En d'autres termes, ce ne serait qu'une contre-révolution pacifique

préventive, un coup de main indolore à la Noske! Les ennemis du prolétariat finiraient ainsi par être les monopolistes, les technocrates des industries d'État, les syndicats bourgeois et les vrais social-réformistes (PSI, PCI, PSIUP) ; en même temps, les attaques et les manipulations des luttes révolutionnaires proviendraient du PCI., des syndicats trade-unionistes et de l'aile «gauche» bourgeoise.

À cette tendance s'oppose l'aile droite et fasciste de la bourgeoisie et toute la petite-bourgeoisie, qui cherchent à empêcher l'intégration du PC dans le gouvernement ; dans ce but, cette aile droite finance et forme des bandes de tueurs fascistes au rôle provocateur et anti-prolétarien ; de plus, elle a échafaudé un plan criminel dénommé «stratégie de la tension» qui se concrétise par la commande aux fascistes d'une série d'attentats à la dynamite, dans le but:

– d'avoir, des prétextes pour déclencher la répression – qu'il vaut mieux aujourd'hui appeler représailles – contre les groupes révolutionnaires de pointe;

– de faire des campagnes de presse pour manipuler et défigurer les programmes de la gauche révolutionnaire;

– de faire emprisonner des militants révolutionnaires inculpés par la justice bourgeoise pour les attentats fascistes;

– de déplacer sur sa droite la politique bourgeoise pour créer un régime policier de type grec.

La gauche révolutionnaire, les révolutionnaires sincères et honnêtes luttent pour préparer les conditions de la révolution, et par conséquent ils s'opposent à ces deux tendances de la bourgeoisie, les dénoncent et démasquent le rôle mystificateur, social-réformiste kautskyste des soi-disant partis ouvriers (PCI-PSIUP), le trade-unionisme et le chartisme des syndicats. Le mouvement vraiment

révolutionnaire est celui des camarades qui, dans les usines, dans les quartiers ouvriers, dans les écoles, mènent la lutte antiautoritaire, d'action directe, d'éducation révolutionnaire des masses, pour le pouvoir du peuple, en désarçonnant toutes les formes et institutions représentatives.

Nous sommes des camarades de différentes orientations idéologiques, qui avons été emprisonnés et inculpés pour une série d'attentats fascistes; sur nos têtes pèsent les accusations suivantes: massacre, association de malfaiteurs, vol d'explosifs, détention et fabrication d'explosifs. Si nous sommes condamnés, nous risquons quinze ans de prison. Toutes les accusations sont fausses et infondées; en réalité, nous avons été choisis comme bouc émissaires, et nous devons être «coupables» à n'importe quel prix, car c'est seulement ainsi, que des intérêts contingents du gouvernement pourront être servis.

En vérité, nous sommes étrangers à ces faits, ne serait-ce que parce que nos convictions nous interdisent d'approuver l'action individualiste: Nous sommes pour la violence de masse, pour la violence qui seule est révolutionnaire et porte des fruits lorsqu'elle est collective. Dans nos instructions, la police a usé des moyens les plus brutaux:

Procès-verbal des interrogatoires mis en forme, préparés, préfabriqués par les flics, et que nous avons été contraints de signer sous la violence, les coups et les menaces (cf. les camarades Faccioli et Braschi).

Recours à des actes illégaux qui enfreignent même les lois bourgeoises, à des actes arbitraires qui foulent aux pieds les conventions internationales comme celle des droits de l'homme (cf. l'extradition illégale du camarade Angelo Pietro della Savia de Suisse en Italie, abus qui prit la forme d'un véritable enlèvement).

L'absurde emprisonnement des camarades Pulsinelli, Norscia et

de la camarade Mazzanti sans aucun indice ni preuve, seulement pour atteindre un nombre suffisant de personnes pour pouvoir aussi nous incriminer d'association de malfaiteurs.

Le recours de l'accusation à des témoins falsifiés, mensongers sinon fous, aliénés et schizoïdes qui ont été manipulés par les flics et abusés afin qu'ils formulent des «accusations» contre nous.

La falsification technique des expertises graphiques et autres; le sabotage de notre correspondance avec les camarades de l'extérieur et avec nos avocats; le sabotage continu qui nous empêche de recevoir des journaux et tout autre matériel culturel.

Représailles, intimidation et coups à l'intérieur de la prison, suivis de notre éloignement (véritable déportation) dans des prisons punitives de type médiéval.

Séquestration de personne au préjudice du camarade Braschi, œuvre des flics qui l'ont emmené sur les monts de Bergame: menaces, vexations, chantage, etc.

Intrusion de policiers-espions dans «nos» cellules pour nous espionner et nous provoquer.

Refus de nous reconnaître en prison le statut de détenus politiques; pour la magistrature aussi nous sommes des «délinquants» (comme les communards étaient des «délinquants»: Celui qui lutte contre les bourgeois est un délinquant tout court!).

Le 22 mars, nous serons «jugés» par un tribunal bourgeois: Nous n'attendons certes pas la justice de sa part, nous sommes révolutionnaires et nous ne comptons que sur la solidarité des camarades. Seule la force de la vérité, qui est de notre côté, et la force de la solidarité internationale vaincront et feront échouer les plans louches de la bourgeoisie! Notre seul juge: le prolétariat.

Aidez-nous à venir à bout des monstres et des hyènes fascistes, surtout parce que pour la bourgeoisie notre procès est la preuve générale, la démonstration par la répression sur la base duquel elle décidera de sa conduite dans le procès contre le camarade Valpreda et les autres camarades. Les monstres bourgeois mesureront l'intensité, la profondeur et l'extension de la riposte que le prolétariat et la solidarité internationale sauront donner à notre procès, puis ils décideront du sort de Valpreda et C^{ie} qui sont innocents.

Commençons à répondre coup pour coup aux attaques réactionnaires; nous vous demandons de nous aider et de vous solidariser; surtout parce qu'en fin de compte c'est une solidarité avec Valpreda.

Commençons à gagner des petites batailles pour pouvoir soutenir le choc frontal du dernier combat!

Arrachons Valpreda à la prison où la bourgeoisie veut le reléguer bien qu'il soit innocent!

Faisons échouer la «stratégie de la tension»!

Combattons et démasquons les terroristes blancs et leurs protecteurs infiltrés dans la police et la magistrature!

Liberté pour Valpreda! Vengeance pour Pinelli!

Vive le 18 mars 1871!

«Le vieux monde se tordit dans des convulsions de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la République du Travail, flottant sur l'Hôtel de Ville.»

Camarades, que les drapeaux de la révolution flottent haut ! Que le peuple en armes comme au temps de la Commune de Paris fasse se tordre en d'autres convulsions la bourgeoisie moribonde ! Le peuple est fort; armé, il vaincra.

Les camarades emprisonnés pour les attentats

allant jusqu’au 25 avril 1969